

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POLITIQUE DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET AU DÉVELOPPEMENT DES TPE-PME

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	13
Annexe 1 : Fiches projet	14
Annexe 2 : Convention Créatrices d'avenir 2023	29
Annexe 3 : Convention Femmes des Territoires	38
Annexe 4 : Convention France Active Métropole - Start'Her 93	46
Annexe 5 : Règlement d'intervention pour l'aménagement numérique	54
Annexe 6 : Avenant convention EX053084	62

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport propose le soutien à différents projets qui s'inscrivent dans la mise en œuvre du Schéma Régional de Développement d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) pour la période 2022-2028.

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financement et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

1. Actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes

Conformément au plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes adopté par délibération n° CP 2023-163 du 29 mars 2023, il est proposé de mettre en place plusieurs actions visant à favoriser le développement d'entreprises dirigées par des femmes en Île-de-France.

1.1 Sensibilisation des opérateurs d'Entrepreneur#Leader aux biais et stéréotypes de genre

Afin de contribuer à la création d'un écosystème favorable aux entrepreneuses, la Région prévoit de mettre en place des actions de sensibilisations sur les biais et stéréotypes de genre auprès des opérateurs d'Entrepreneur#Leader en charge de l'accompagnement des femmes. A ce titre il est proposé d'affecter un montant de **6 000 €** pour la mise en place de cette action.

1.2 Création d'un réseau régional de mentorat

Conformément au plan d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, il est proposé la création d'un réseau régional de mentorat afin de permettre à des entrepreneuses en démarrage d'être accompagnées par des entrepreneuses chevronnées pour favoriser les échanges entre paires et rompre l'isolement, impulser une dynamique de réseau et révéler les compétences des entrepreneuses. A ce titre, il est proposé d'affecter un montant de **6 000 €** pour le recours à une structure spécialisée dans le mentorat.

1.3 Soutien régional en faveur des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir »

Dans le cadre de la politique régionale entrepreneuriat Entrepreneur#Leader, il est proposé de soutenir Initiative Île-de-France pour la mise en œuvre du programme francilien d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir » en 2023. Il est proposé d'attribuer à l'association une autorisation d'engagement de **50 000 €**.

1.4 Attribution d'une subvention à l'association Femmes des Territoires

Il est proposé d'attribuer une subvention de **30 000 €** à l'association Femmes des Territoires pour son action en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, par l'animation d'un réseau d'entraide physique et digital déployé à l'échelle régionale, et à l'attention de femmes isolées porteuses d'un projet de création d'entreprise.

1.5 Attribution d'une subvention au programme Start'her de France Active Métropole

Il est proposé d'attribuer une subvention de **15 000 €** à l'association France Active Métropole pour son action en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, par la mise en place du programme Start'her en Seine-Saint-Denis qui vise à sensibiliser les femmes à l'entrepreneuriat, en

s'appliquant à déconstruire les stéréotypes de genre et les préjugés qui pèsent encore sur l'entrepreneuriat féminin, notamment sur l'ambition financière du projet.

2. Instruments financiers en faveur de la création – reprise d'entreprise

2.1. Affectation marché de création et de gestion d'un fonds régional de prêt d'honneur dédié à la création et reprise d'entreprise

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de création et de gestion d'un fonds régional de prêt d'honneur dédié à la création et reprise d'entreprise, la Région prévoit le lancement d'un marché. Pour ce faire, il est prévu d'affecter une autorisation de programme de **4 000 000 €** et une autorisation d'engagement de **500 000 €** respectivement pour l'abondement du fonds et les frais de gestion en amorçage.

2.2. Affectation Fonds de garantie régionale

Dans le cadre de la nouvelle programmation des fonds structurels européens, il est prévu de mobiliser des fonds FSE pour dotation d'un fonds régional de garantie pour les TPE et entreprises de l'ESS au titre de l'année 2023. Pour ce faire il est proposé d'affecter une autorisation de programme de **700 000 €** au titre d'avance des fonds européens. L'opérateur du fonds de garantie sera sélectionné à l'issue d'une procédure de commande publique.

3. Numérique

3.1. Affectation de crédits pour le développement du smart service Smart Implantation

Cette prestation vise à développer de nouvelles fonctionnalités dans le smart service Smart Implantation, afin de perfectionner le moteur de recherche de territoires et de fluidifier l'utilisation et l'appropriation du service par les partenaires. A cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de **200 000 €**.

3.2. Règlement d'intervention « aménagement numérique »

Après le déploiement de la fibre optique, la région Ile de France souhaite poursuivre sa politique d'accompagnement de la transformation numérique des territoires franciliens en s'appuyant sur les infrastructures déployées avec son soutien financier par les syndicats mixtes et les Départements ou d'autres structures de mutualisation.

L'enjeu est désormais de capitaliser sur les infrastructures départementales en les interconnectant et en développant des nouveaux services numériques pour permettre aux acteurs publics, partout et pour tous sur le territoire francilien, de mettre en œuvre des stratégies de Territoires Intelligents Durables et de Confiance. Il s'agit tout particulièrement d'appuyer les initiatives publiques de mutualisation de déploiement d'infrastructures numériques à l'échelle régionale (interdépartementale) répondant aux impératifs de souveraineté, de sécurité et de sobriété du numérique ainsi que les initiatives publiques d'exploitation des données pour la mise en œuvre des politiques publiques territoriales.

Les actions concernées intégrées au CPER 2021-2027 en cohérence avec la SCORAN (Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique) élaborée en 2019 sont au cœur des objectifs de développement durable et d'innovation :

- L'interconnexion des boucles locales optiques dédiées et des réseaux de collecte déployés à l'échelle départementale
- La création de nouveaux GFU (Groupements fermés d'utilisateurs)
- La création d'un Réseau d'Initiative Publique « bas-débit » interdépartemental à vocation

francilienne, dédié aux objets connectés (IoT).

- Soutien à la mise en colocalisation des infrastructures IT ou à l'hébergement mutualisé des services numériques des acteurs publics.

4. Divers activités économiques

4.1. Tiers-lieux

Dans le cadre de sa politique régionale de soutien à l'offre de tiers-lieux en Île-de-France, le présent rapport propose l'attribution de 3 subventions régionales pour la création ou le développement de tiers-lieux, par l'affectation d'une autorisation de programme de **230 000 €** sur le budget 2023.

Le présent rapport intègre en outre 2 transferts de subvention :

- Par délibération n°CP 2023-246 du 5 juillet 2023, la Région a accordé à Quai 36 production (SAS) une subvention de 100 000 € pour la création d'un tiers-lieu à Paris. La société Passerelle A, filiale de Quai 36 Production, a été créée en juin 2023 pour l'exploitation des lieux et la réalisation des travaux. Il est donc proposé de lui transférer le bénéfice de la subvention.
- Par la délibération n°CP 2020-487 du 18 novembre 2020, la Région a accordé à la Communauté de Commune des 2 Morin (CC2M) une subvention de 101 818 € pour un projet de tiers-lieu à Saint-Cyr-Sur-Morin. Pour des raisons de soutenabilité économique la CC2M a décidé de renoncer à la réalisation du projet. La commune de Saint-Cyr-Sur-Morin a par suite notifié à la Région son souhait de reprendre le projet à son compte. Il est donc proposé de lui transférer le bénéfice de la subvention.

4.2. Mission entreprises Japon Novembre 2023

Par délibération n° CP 2022-303 du 7 juillet 2022, il a été décidé de financer la promotion des entreprises franciliennes à l'international dans le cadre d'une convention public-public avec Business France. L'objectif est de permettre aux entreprises d'accéder à des marchés nouveaux en mettant en avant l'expertise francilienne lors des déplacements des élus, d'événements ou de missions d'affaires pour rencontrer les donneurs d'ordres étrangers.

Une délégation d'entreprises franciliennes est organisée dans ce cadre lors du déplacement au Japon de la présidente de Région du 6 au 10 novembre 2023 à Tokyo et à Kyoto.

Il est proposé d'attribuer un montant maximum de 15 000 € d'affectations afin de pouvoir financer la participation des 10 TPE et PME franciliennes aux séquences de la délégation officielle de la Région Île-de-France lors de ce déplacement au Japon.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

Valérie Pécresse

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

POLITIQUE DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET AU DÉVELOPPEMENT DES TPE-PME

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE L187 le 26 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 etc et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023

VU la directive européenne 2006/54/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU la délibération n° CP 15-515 du 9 juillet 2015 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat et de l'accès au financement des TPE-PME ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU la délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionales en faveur du développement numérique ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifié relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2021-210 du 17 mai 2017 : « Devenir la première smart région d'Europe – modifications et avenants à des projets de haut débit et immobiliers » ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire »

- VU** la délibération n° CR 2018-043 du 20 septembre 2018 portant adoption de la stratégie régionale en faveur de l'artisanat et du commerce ;
- VU** la délibération n° CR 2019-043 modifiée du 19 septembre 2019 relative au chèque numérique en faveur des artisans et commerçants franciliens « pour un commerce connecté »
- VU** la délibération n° CP 2020-162 du 27 mai 2020 relative à Paris Région Up : Aides Pm'up, Tp'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes, 3ème rapport pour 2020 ;
- VU** la délibération n° CP 2020-487 du 18 novembre 2020 relative au soutien aux tiers lieux, chèque numérique et autres politiques d'attractivité et de compétitivité ;
- VU** la délibération n°CP 2021-033 du 21 janvier 2021 relative à l'aménagement numérique, chèques numériques et autres affaires économiques ;
- VU** la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
- VU** la délibération n° CR 2021-049 du 21 juillet 2021 : « Agir pour notre environnement » ;
- VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;
- VU** la délibération n° CP 2019-037 du 24/01/2019 relative à Paris Région UP - Subventions PM'UP, TP'UP et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;
- VU** la délibération n° CP 2019-290 du 03/07/2019 relative à Paris Région UP - Aides PM'UP, TP'UP et INNOV'UP et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 4ÈME rapport pour 2019 ;
- VU** la délibération n° CP 2021-335 du 22 septembre 2021 relative au soutien aux tiers lieux, entrepreneuriat et autres affaires économiques ;
- VU** la délibération n° CP 2022-111 du 23 mars 2022 relative aux filières et l'innovation ;
- VU** la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative à mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation d'Île-de-France (SRDEII) 2022-2028 ;
- VU** la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative au contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;
- VU** la délibération n° CP 2022-303 du 7 juillet 2022 relative à la promotion des entreprises franciliennes à l'international ;
- VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;
- VU** la délibération n° CP 2023-040 du 25 janvier 2023 relative à l'attractivité et l'aménagement économique ;
- VU** la délibération n° CP 2023-120 du 29 mars 2023 relative à la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME ;
- VU** la délibération n° CP 2023-163 du 29 mars 2023 relative au plan d'actions en faveur de

l'entrepreneuriat des femmes ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport pour 2023 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU le rapport n° CP 2023-325 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission de l'économie sociale et solidaire et des achats responsables ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-325 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Sensibilisation des opérateurs d'Entrepreneur#LEADER aux biais et stéréotypes de genre

Affecte une autorisation d'engagement de **6 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Article 2 : Création d'un réseau régional de mentorat

Affecte une autorisation d'engagement **6 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Article 3 : soutien régional en faveur des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir »

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des PTE-PME » une subvention d'un montant maximum de **50 000 €** à Initiative Île-de-France au titre de l'année 2023 pour le Programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir » dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet (annexe 1), par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

Article 4 : Attribution d'une subvention à l'association Femmes des territoires

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des PTE-PME » une subvention d'un montant maximum de 30 000 € à l'association Femmes des Territoires » dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 30 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Article 5 : Attribution d'une subvention au programme Start'her de France Active Métropole

Décide d'attribuer au titre du dispositif « Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des PTE-PME » une subvention d'un montant maximum de 15 000 € à l'association France Active Métropole » dont le projet est détaillé dans la fiche projet en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention spécifique figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 15 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet (annexe 1), par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

Article 6 : Affectation marché de création et de gestion d'un fonds régional de prêt d'honneur dédié à la création et reprise d'entreprise

Affecte une autorisation de programme de 4 000 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100101 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Affecte une autorisation d'engagement 500 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Article 7 : Affectation Fonds de garantie régional

Affecte une autorisation de programme de 700 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 65 « Insertion économique et économie sociale et solidaire », programme HP65-001 (165001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16500101 « Soutien à l'économie sociale et solidaire » du budget 2023.

Article 8 : Développement du smart service Smart Implantation

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100101 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Article 9 : Règlement d'intervention « aménagement numérique »

Approuve le règlement d'intervention relatif au « Déploiement des infrastructures numériques pour des territoires franciliens intelligents, durables et de confiance », tel que joint en Annexe 5 de la présente délibération.

Article 10 : Tiers-lieux

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien à l'émergence et au développement des lieux d'innovation », au financement des 3 projets de tiers-lieux détaillés dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 230 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération CP 2023-246 modifié du 5 juillet 2023 et autorise la présidente à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 30 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme RE57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 557001043 « Tiers-lieux » du budget 2023.

Cette affectation relève du contrat de plan État-Région 2021-2027 : Volet 3 « Aménagement durable et cohésion des territoires », Sous-volet 34 « Numérique », Projet 3402 « Aide à la création de tiers-lieux ».

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400102 « Espaces de travail collaboratifs » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier

susvisé.

Décide de transférer à Passerelle A, Société à Actions Simplifiée, la subvention attribuée antérieurement à Quai 36 Production par délibération n° CP 2023-246 au titre du dispositif ' Soutien à l'émergence et au développement des lieux d'innovation ' pour un montant de 100 000 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération CP 2023-246 modifiée du 5 juillet 2023 et autorise la présidente à la signer.

Décide de transférer à la commune de Saint-Cyr-sur-Morin, la subvention attribuée antérieurement à Communauté de Commune des 2 Morin par délibération n°CP 2020-487 du 18 novembre 2020 au titre du dispositif « Soutien à l'émergence et au développement des lieux d'innovation » pour un montant de 101 818 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant ci-joint en annexe 6 et autorise la présidente à le signer.

Article 11 : Affectation Mission entreprises Japon Novembre 2023

Affecte une autorisation d'engagement 15 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 (161001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projet

DOSSIER N° 23006797 - INITIATIVE ILE DE FRANCE - Soutien au Programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'Avenir-2023

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-61-65748-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	175 000,00 € TTC	28,57 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 36 RUE DES PETITS CHAMPS
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Francine SAVIDAN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet a démarré au 01/01/2023 de manière anticipée. Le concours courant du 1er juin 2023 au 31 décembre 2023

Description :

L'association Initiative Ile-de-France a pour objet de coordonner les associations de financement de son réseau en Ile-de-France. Elle joue également un rôle aux côtés de France active Ile-de-France de coordination du dispositif régional "Entrepreneur # Leader".

Créatrices d'Avenir répond aux ambitions du programme régional entrepreneuriat de développer l'entrepreneuriat des femmes en Ile-de-France pour atteindre la parité : 50% de femmes et 50% d'hommes accompagnés et financés dans leur projet entrepreneurial.

Créatrices d'Avenir se concrétise par un concours régional, ouvert à toutes les entrepreneuses franciliennes, soutenues par toutes les structures et réseaux d'accompagnement, ou non, porteuses de valeurs, d'idées et d'envies et qui sont les premières ambassadrices (rôles-modèles) de l'entrepreneuriat des femmes.

Le concours cible les créatrices d'entreprise s'inscrivant dans l'une des 7 catégories suivantes :

- « Mixité des métiers » : Récompense une femme ayant créé ou repris une entreprise qui participe

à la féminisation d'un secteur d'activité marqué par une sous-représentation des femmes

- « Impact » : Récompense une femme ayant créé ou repris une entreprise dont l'activité génère un impact social, sociétal ou environnemental positif
- « Innovation » : Récompense une femme ayant créé ou repris une entreprise dont l'activité est innovante au sens large
- « Artisanat » : Récompense une femme ayant créé ou repris une entreprise dont l'activité relève de l'artisanat
- « Quartiers » : Récompense une femme issue ou habitante d'un quartier prioritaire de la ville (QPV) ayant créé ou repris une activité
- Prix du « Public » Créatrices d'Avenir : Récompense le projet ayant reçu le plus de votes en ligne parmi les finalistes départementales pour le Prix du Public
- Grand Prix « Créatrices d'Avenir 2023 » : Récompense une femme pour son parcours, son professionnalisme, sa vision stratégique, la pertinence et fiabilité économique de son projet entrepreneurial et sa capacité à assurer un discours sur la promotion de l'entrepreneuriat des femmes

En 2023, le concours tend à renforcer la dynamique entrepreneuriale des femmes dans les territoires, à animer la communauté des créatrices et à développer de nouveaux partenariats.

Depuis 2011, 3 744 femmes entrepreneuses ont candidaté à « Créatrices d'Avenir », 240 finalistes ont été sélectionnées et 75 lauréates récompensées.

La Région a soutenu le programme en 2022. Le bilan de l'opération en 2022 est favorable puisqu'il a permis de sensibiliser 1000 femmes. 8 jurys départementaux ont été réunis, 1 jury régional et 1 jury final de sélection ; ce qui a permis l'interconnexion entre 150 experts de l'écosystème entrepreneurial francilien. Le programme a reçu 744 candidatures, 80 créatrices ont été nommées. Parmi les 15 finalistes, 6 ont été lauréates. Les dotations octroyées aux lauréates se sont élevées à 60 000 €.

Enfin en 2023, le concours a été lancé le 1er juin et le jury final se tiendra début décembre avec un évènement de networking créatrices.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
organisation - logistique	10 000,00	5,71%
communication	35 000,00	20,00%
cérémonie	19 000,00	10,86%
dotations financières	30 000,00	17,14%
ressources humaines	65 000,00	37,14%
couts indirects	16 000,00	9,14%
Total	175 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FSE	35 000,00	20,00%
Préfecture DRDFE	20 000,00	11,43%
Préfecture - mission ville	10 000,00	5,71%
Bpifrance	10 000,00	5,71%
Région Ile-de-France	50 000,00	28,57%
Crédit agricole d'ile-de-france	20 000,00	11,43%
Banque Neuflyze OBC	10 000,00	5,71%
Autre (en cours)	20 000,00	11,43%
Total	175 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° 23006803 - Femmes des Territoires - Subvention de fonctionnement 2023

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-61-65748-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	72 500,00 € TTC	41,38 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEMMES DES TERRITOIRES
Adresse administrative : 32 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie ELOY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Femmes des Territoires est un réseau d'entraide physique et digital, destiné à favoriser l'entrepreneuriat des femmes pour toutes les femmes isolées porteuses d'un projet de création d'entreprise ou ayant une entreprise en démarrage.

Le réseau donne accès à la fois à une plateforme numérique sur laquelle elles peuvent échanger entre pairs pour monter en compétences et accéder à un réseau local de proximité (à 30 minutes de leur lieu de vie) animé par une coordinatrice qui propose chaque mois des rencontres et des ateliers.

Via ces rencontres physiques et digitales, Femmes des Territoires permet aux adhérentes de s'entraider, partager des compétences, s'identifier les unes aux autres, en l'absence forte de rôles modèles au quotidien, et de gagner en légitimité et en expertise, avec deux objectifs : la création d'entreprises solides et la mixité économique.

Au-delà des ateliers, l'association met également en lien les entrepreneures avec les réseaux de la création d'entreprise pour que ces entreprises créées soient viables et aient un impact sur leur territoire.

La présente subvention vise à participer au financement du déploiement du réseau en Île de France et d'actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes, qui prévoient l'organisation d'une centaine d'événements pour près de 1200 participant(e)s. L'activité de Femmes des Territoires » est en adéquation avec le plan d'action présenté le 30 mars 2023 lors des assises de l'entrepreneuriat des femmes.

Ainsi, l'action répond aux axes suivants :

- Axe 1 « ouvrir le champ des possibles : agir sur les croyances limitantes »
- Axe 2 « mieux former pour mieux accompagner les femmes dans leurs parcours d'entrepreneures »

Pour assurer sa présence au plus proche des territoires, l'association Femmes des Territoires s'est transformée en fédération tête de réseau en 2022. La première association régionale de la fédération créée en 2023 et celle de la Région Île-de-France.

Il existe aujourd'hui 10 antennes en Île-de-France. Il est prévu qu'elles accueillent 350 adhérentes en 2023 et 500 en 2024.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnels dédiés au projet	52 500,00	72,41%
Prestataires externes	4 000,00	5,52%
Frais de communication	3 000,00	4,14%
Frais de déplacements et mission	2 000,00	2,76%
Frais de receptions/événements	10 000,00	13,79%
Achats et fournitures	1 000,00	1,38%
Total	72 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	5 000,00	6,90%
BPI	9 000,00	12,41%
Région Ile-de-France	30 000,00	41,38%
Financements privés	8 500,00	11,72%
Cotisations	20 000,00	27,59%
Total	72 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23007402 - Programme Start'her - France Active métropole 2023

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)
(n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-61-65748-161001-400

Action : 16100107- Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	68 500,00 € HT	21,90 %	15 000,00 €
	Montant total de la subvention		15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAM FRANCE ACTIVE METROPOLE

Adresse administrative : 123 RUE SALVADORE ALLENDE
92000 NANTERRE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Olivier Benassi, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : année 2023

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 1 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les premiers ateliers de sensibilisation ont démarré en mars 2023 mais la mise en place du projet a commencé en janvier 2023.

Description :

Le programme Start'Her a été initié par France Active Métropole dans les Hauts-de-Seine en 2021, afin d'apporter une réponse complémentaire et un préalable au programme Boost'Her, qui accompagne les jeunes dirigeantes d'entreprises en les mettant en réseau et en leur apportant des compétences entrepreneuriales.

Start'Her s'adresse aux femmes porteuses d'un projet de création d'entreprise, encore au stade de l'idéation. Le programme vise à sensibiliser les femmes, encore peu informées, à l'entrepreneuriat, en s'appliquant à déconstruire les stéréotypes de genre et les préjugés qui pèsent encore sur l'entrepreneuriat féminin, notamment sur l'ambition financière du projet.

Il apporte des compétences entrepreneuriales et permet de lever les principaux freins auxquels sont plus particulièrement confrontées les femmes : le choix du modèle juridique, le financement, la création et l'entretien de son réseau.

Cet accompagnement à l'entrepreneuriat se déroule en 4 modules de 2 heures ; les modules s'articulent autour des 4 thématiques suivantes :

- Les bases de la création d'entreprise
- Les aspects juridiques de la création d'entreprise
- Les aspects financiers de la création d'entreprise
- Créer et entretenir son réseau

Ces ateliers collectifs sont coordonnés par la chargée de mission Start'Her et principalement animés par les bénévoles de France Active Métropole (anciennes cheffes d'entreprises, partenaires bancaires...).

Ce programme s'inscrit dans le cadre du plan d'action entrepreneuriat féminin porté par la région Île-de-France.

En octobre 2023, une journée de l'entrepreneuriat féminin sur les deux départements permettra de clôturer le programme. Cette journée constituera une opportunité pour les porteuses de projet des territoires de rencontrer des acteurs de proximité de l'accompagnement et du financement d'entreprise, de bénéficier de conseils d'experts et de réseauter.

Objectifs quantitatifs du programme :

Les trois premières sessions du programme ont rassemblé 24 participantes en 2023. L'objectif de la quatrième session est de 12 participantes supplémentaires. En 2023 ce seront donc 36 femmes qui auront été accompagnées par le programme.

Pour la première édition de l'évènement en Seine-Saint-Denis, l'objectif est de rassembler plus de 150 personnes (porteuses de projet, entrepreneuses, partenaires, entreprises...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	1,46%
Services extérieurs	2 000,00	2,92%
Rémunération des intermédiaires et honoraires	2 000,00	2,92%
Déplacement, mission	5 000,00	7,30%
Publicité, publications, relations publiques	5 000,00	7,30%
Charges de personnel (1 chargée de mission, 1 responsable des partenariats (12 mois*10%), directeur de l'accompagnement (12 mois *10%), cotisations sociales	50 000,00	72,99%
Charges fixes de fonctionnement	3 500,00	5,11%
Total	68 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Préfecture 93 - Délégation Droits des femmes	3 000,00	4,38%
Conseil départemental de Seine-Saint-Denis - Entrepreneuriat féminin	20 000,00	29,20%
Région Ile de France	15 000,00	21,90%
Financements privés	5 000,00	7,30%
Autres produits de gestion courante	500,00	0,73%
Ressources propres	10 000,00	14,60%
Conseil départemental de Seine-Saint-Denis - Egalité F/H	15 000,00	21,90%
Total	68 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par les
règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE
L337/1 du 14 octobre 2020, relatif à : Aides de minimis SIEG

DOSSIER N° 23005884 - AAP tiers-lieux - Rayon Ivry sur Seine

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-57-20421-557001-400

Action : 557001043- Tiers lieux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	140 000,00 € HT	21,43 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAYON

Adresse administrative : 21 PLACE DE LA REPUBLIQUE
75003 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Stéphanie CORSON, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les services ont indiqué au candidat que le projet serait présenté en CP du 05/07/2023. Le candidat a lancé les travaux à compter de cette date. Retardement du vote suite à arbitrage.

Description :

Projet : La société Rayon développe un réseau francilien d'espaces de coworking, bureaux de proximité tout équipés pour offrir une alternative au télétravail à domicile. L'objectif est de couvrir le territoire francilien avec plus de 150 espaces d'ici 2026. La Région soutient la première phase de déploiement conformément à la convention cadre qui a été adoptée en novembre 2021.

Localisation : Ivry-sur-Seine (94), en QPV.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 350m². Il sera équipé de 36 postes de travail, partagés en un openspace de 24 postes et 18 bureaux individuels.

Bénéficiaires : Entrepreneurs et télétravailleurs d'Ivry-sur-Seine et villes limitrophes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 140 000 €HT, la subvention régionale s'élève à 30 000 €, ce qui correspond à

un taux d'intervention régional de 21,43 %

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

🏠 IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Aide à la création de tiers-lieux

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	70 000,00	50,00%	Subvention Région	30 000,00	21,43%
Equipement	65 000,00	46,43%	(sollicitée)		
Etude	5 000,00	3,57%	Fonds propres	110 000,00	78,57%
Total	140 000,00	100,00%	Total	140 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

DOSSIER N° EX077461 - Appel à projets aide à la création de tiers-lieux - TRAIT D'UNION

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	333 815,00 € TTC	29,96 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE TRAIT D UNION
Adresse administrative : 57 RUE DE RAMBOUILLET
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Karima GUELZIM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 1 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Chevreuse (78), en zone rurale.

Surface, occupation de l'espace : La surface totale du lieu sera de 250m². Elle sera partagée en un espace de coworking de 133m², comprenant 30 postes en openspace (55m²), 2 bureaux fermés (24m²), 1 salle de réunion de 15 places (20m²), 1 salle de séminaire de 30 places (34m²), ainsi qu'en un espace bien-être (30m²) et un espace de convivialité (20m²).

Bénéficiaires : Entrepreneurs, startups, TPE/PME, salariés des grands groupes implantés dans le bassin d'emploi de la Vallée de Chevreuse, population locale.

Le projet : Implanté au coeur de Chevreuse, la structure a comme thématique le bien-être au travail. Elle proposera aux usagers des activités sportives (yoga, pilate, cardio ...) et des animations pour créer du lien social. Une cuisine professionnelle permettra d'accueillir des activités de restauration (plateaux repas, brunchs le weekend).

Gouvernance : Le lieu sera animé par les 4 co-fondatrices du projet. Le projet souhaiterait évoluer vers une SCIC. Le projet a un fort soutien local.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 333 815 €TTC, la subvention régionale s'élève à 100 000 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 29,96 %

Localisation géographique :

■ CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	173 349,00	49,57%	Subvention Région	100 000,00	28,59%
Mobilier et équipement	147 966,00	42,31%	Apport	44 226,00	12,65%
Frais d'étude	12 500,00	3,57%	Emprunt	140 489,00	40,17%
Autres dépenses non éligibles	15 900,00	4,55%	Mécénat et sponsor (sollicités)	65 000,00	18,59%
Total	349 715,00	100,00%	Total	349 715,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23006959 - AAP tiers-lieux - Plnuts

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	265 450,00 € HT	37,67 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PINUTS
Adresse administrative : 45 BIS AVENUE DE LA BELLE GABRIELLE
94130 NOGENT-SUR-MARNE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Julie SCHWARZ, Représentante

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 1 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Localisation : Doue (77), en ZRE.

Surface, occupation de l'espace : Le tiers-lieu occupera une surface de 500m². L'aide régionale se focalisera sur l'espace incubateur et coworking de 300m². Il sera composé d'un espace bureau (70m²), d'une petite salle de réunion (32,5m²), d'une grande salle de réunion (76m²), d'un espace restauration (30m²), et d'un espace de partage (33m²). Des hébergements occuperont la surface de 175m², et une surface extérieure de 2000m² sera également exploitée dans le cadre de différentes actions du tiers-lieu.

Bénéficiaires : Les habitants de Doue et des communes alentours. Les profils visés sont les entrepreneurs et porteurs de projet, les parents (en particulier familles mono parentales), les jeunes et étudiants, et les seniors.

Le projet : Ce lieu hybride, ouvert et expérimental proposera des espaces de rencontres pour encourager l'émergence de projets à impact positif et accompagner la création de valeurs et de liens sociaux. La Citoyenne animera 4 pôles d'activités : évènementiel, coworking, accompagnement, potager bio. L'objectif du projet est de redynamiser le village et les communes voisines en impulsant une dynamique d'attractivité économique et solidaire.

Gouvernance : Plnuts désire obtenir le statut de SCIC. Un fonctionnement collaboratif et coopératif sera mis en place : les usagers seront associés au développement : choix dans la programmation, concertation, autogestion.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Avec une base éligible de 265 450 €HT, la subvention régionale s'élève à 100 000 €, ce qui correspond à un taux d'intervention régional de 37,67 %

Localisation géographique :

 DOUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	191 500,00	57,41%
Mobilier et équipement	69 050,00	20,70%
Frais d'étude	4 900,00	1,47%
Autres dépenses non éligibles	68 090,00	20,41%
Total	333 540,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	100 000,00	29,98%
Emprunt bancaire obtenu	165 450,00	49,60%
Groupe Théza	68 090,00	20,41%
Total	333 540,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58980 Infrastructures locales (ex SA.40206) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié JOUE 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020

Annexe 2 : Convention Créatrices d'avenir 2023

Convention entre la région Île-de-France et l'association Initiative Ile-de-France Programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « Créatrices d'avenir » 2023

La région Île-de-France

dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie Péresse,
En vertu de la délibération n° CP2023-325 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et

L'association INITIATIVE ILE DE FRANCE,
association de prêts d'honneur affiliée au réseau France Initiative,
représentée par, Francine SAVIDAN, Présidente
Sise,
Ci-après dénommée l'association de prêts d'honneur,
N° de SIRET :

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- la stratégie de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) « IMPACT 2028 » adoptée le 19 mai 2022 prévoit la poursuite de l'accompagnement à l'entrepreneuriat en Île-de-France.
- La délibération CR 2017-141 du 6 juillet 2017 prévoit la mise en œuvre de la stratégie #Leader en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce.
- Que les associations de prêts d'honneur affiliées à France Initiative Réseau ont pour objet d'assister les créateurs et repreneurs d'entreprises n'ayant pas accès à l'emprunt bancaire, par l'octroi de prêts d'honneur sans intérêt et sans garantie et l'accompagnement de ces projets ;
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la région Île-de-France reconnaît qu'Initiative Île-de-France a pour rôle de coordonner les 8 plateformes de financement en prêts d'honneurs réparties sur l'Île-de-France. Elle propose un programme d'accompagnement des femmes entrepreneures « créatrices d'avenir ». Ce programme consiste à appuyer les créatrices d'entreprises lors des premières années de démarrage de leur activité à travers une expertise de leur projet, une mise en réseau et un financement pour certaines d'entre elles.

Par conséquent, la Région soutient Initiative Île-de-France au titre de 2023 par une subvention en fonctionnement de **50 000 €** pour l'accompagnement à la création des entrepreneures dans le cadre du programme « Créatrices d'Avenir ».

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION :

ARTICLE 2.1 Obligations administratives et comptables :

- 🌐 Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert-comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes.
- 🌐 Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- 🌐 Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
 - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
 - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.
- 🌐 Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.
- 🌐 Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés dans l'article 3 « modalités de versement de la subvention en fonctionnement » de la présente convention.
- 🌐 Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'expiration de la convention ;
- 🌐 Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
 - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifié, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert-comptable ;
 - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé pour la partie variable de subvention de fonctionnement et pour la subvention relative à l'accompagnement à la création des entrepreneures dans le cadre du programme « Créatrices d'Avenir ».
 - le compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité des subventions reçues au titre de la présente convention ;
- 🌐 Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2.2 Obligations en termes d'aides d'Etat :

Pour l'accompagnement dans le programme des femmes entrepreneures « créatrices d'avenir », ces soutiens financiers sont octroyés conformément à la méthodologie de l'intermédiaire transparent. Le bénéficiaire « Initiative Île-de-France » est chargé de répercuter l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 de la présente convention sur les bénéficiaires finaux (les femmes ayant un projet de création/reprise d'entreprises) sous forme d'accompagnement à la création d'entreprises. Le montant d'aide par bénéficiaire final devra être calculé en fonction du coût de la prestation par le bénéficiaire final.

Initiative Île-de-France est chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat notamment le règlement de minimis (règlement UE 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. L'association devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide.

Initiative Île-de-France s'engage ainsi à respecter l'ensemble des règles prévues par les régimes précités. Initiative Île-de-France devra envoyer à la demande de la Région des documents de reporting permettant de s'assurer que la subvention versée à qu'Initiative Île-de-France a bien été répercutée sur les bénéficiaires finaux sous forme d'accompagnement.

Ainsi, Initiative Île-de-France se soumet aux contrôles de la Région ou de tout autre contrôleur concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide prévue à l'article 1 n'est pas reversée, la Région demande la récupération de la part de l'aide non répercutée.

Afin de répondre aux obligations de rapport annuel mentionné dans la réglementation européenne relative aux aides d'Etat, Initiative Île-de-France transmet annuellement à la Région la liste des bénéficiaires finaux ainsi que le montant d'aide octroyée en termes d'accompagnement, le régime d'aide et la sous-catégorie d'aide utilisés par bénéficiaire final.

Initiative Île-de-France conserve l'ensemble des pièces justificatives démontrant la correcte application de la réglementation des aides d'Etat et les transmettra à la Région à sa demande.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité séparée permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide en termes d'accompagnement aux bénéficiaires finaux.

ARTICLE 2.3: Obligation relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la Laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4: Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de*

visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 2.5 : Obligations relatives à l'obligation d'offre de stage(s) ou d'alternant(s)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.6 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION EN FONCTIONNEMENT

Article 3.1 Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un appel de fonds, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de demande de premier versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Article 3.2 Subvention en fonctionnement :

Le versement d'une avance ne pourra excéder 80 % de la subvention prévue.

1°) Versement d'une demande d'avance :

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation

- **d'un plan de trésorerie** daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme

A compter de la date de demande de premier acompte, les bénéficiaires disposent d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

2°) Versement d'un acompte :

Le versement d'un d'acompte est calculé en fonction de l'état d'avancement du projet (nombre de microcrédits octroyés, localisation et nombre de nouvelles antennes, nombre de postes de conseillers créés, déploiement auprès des prescripteurs, prospection locale....

Le total des acomptes versés ne peut excéder 80% de la subvention prévue.

A fournir pour chaque demande d'acompte :

- **une demande de versement de subvention (DVS)** signée par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire, qui certifiera la réalité des dépenses et leur affectation à l'opération subventionnée, et portant le cachet de l'organisme ;
- **un tableau récapitulatif contenant la liste nominative des personnes ayant bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de ce programme.**
- **un état récapitulatif des dépenses** doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention

3°) Versement du solde :

Le versement du solde de la subvention est effectué sur présentation :

- **une demande de versement de subvention (DVS)** signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- **un tableau récapitulatif contenant la liste nominative des personnes ayant bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de ce programme.**
- **un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées** au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte rendu d'exécution **qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

Article 3.3 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2023 et jusqu'à la date de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 – RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-325 du 21 septembre 2023.

Pour la partie « organisme » :

Pour la partie Région :

Fait
à
le

Fait Saint Ouen-sur-Seine, le

Pour Initiative Île-de-France

Pour la présidente
de la région Île-de-France,

Francine SAVIDAN

Valérie Péresse

Annexe 3 : Convention Femmes des Territoires

**CONVENTION N°23006803
RELATIVE AU SOUTIEN A FEMMES DES TERRITOIRES**

Entre

La Région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2023-325 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

FEMME DES TERRITOIRES

Association

SIRET n° 852 045 251

dont le siège social est situé au 32, rue du Faubourg Poissonnière 75010 PARIS
ayant pour représentant, Madame Marie ELOY, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé que :

- L'aide est attribuée sur la base du règlement d'intervention approuvée par délibération CR 2017-141 du 7 juillet 2017 « politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME.
- Le règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise.
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-325 du 21 septembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir l'association Femmes des Territoires pour son action en faveur de l'entrepreneuriat des femmes menées sur le territoire de l'Île-de-France par l'attribution d'une subvention de 30 000 € pour participer au financement du projet détaillé dans la « fiche projet » annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique

aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde **de la subvention est effectué sur présentation :**

- une demande de versement de subvention (DVS) **signée par le représentant légal du BÉNÉFICIAIRE ou la personne habilitée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,**
- un tableau récapitulatif contenant la liste nominative des personnes ayant bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de ce programme.
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées **au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.**
- **un compte rendu d'exécution** qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} novembre 2023.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023. Elle prend fin lors du

versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-325 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

**La présidente de
Femmes des Territoires**

Mme Marie ELOY

Le

**La présidente du
conseil régional d'Île-de-France
ou son représentant**

Mme Valérie PÉCRESSE

Annexe 4 : Convention France Active Métropole - Start'Her 93

**CONVENTION N°23007402
RELATIVE AU SOUTIEN A FRANCE ACTIVE METROPOLE**

Entre

La Région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2023-325 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

France Active Métropole – Programme Start'Her 93

Association

SIRET n° 423 257 302 00038

dont le siège social est situé au 123 rue Salvador Allende, 92 000, Nanterre,
ayant pour représentant, Madame Olivier BENASSI, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé que :

- La stratégie de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) « IMPACT 2028 » adoptée le 19 mai 2022 prévoit la poursuite de l'accompagnement à l'entrepreneuriat en Île-de-France.
- La délibération CR 2017-141 du 6 juillet 2017 prévoit la mise en œuvre de la stratégie #Leader en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce.
- Le règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise.
- L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2023-325 du 21 septembre 2023, la région Île-de-France a décidé de soutenir le programme Start'Her 93 de l'association France Active Métropole pour son action en faveur de la sensibilisation à l'entrepreneuriat des femmes menées sur le territoire de la Seine-Saint-Denis par l'attribution d'une subvention de **15 000 €** pour participer au financement du projet détaillé dans la « fiche projet » annexée à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à assurer la coordination, le reporting et l'évaluation des actions subventionnées.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des programmes et met en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification des actions subventionnées.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATION RELATIVE A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A L'OBLIGATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire peut être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.5: OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers,

données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 2.6: OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2: VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3: VERSEMENT DU SOLDE

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées, accompagné des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment, en fonction du type de dépense :
 - les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées ;
 - et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.

Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme, à défaut le trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2023.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 21 septembre 2023. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée «
fiche projet » adoptée par délibération N° CP 2023-325 du 21 septembre 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

**Le président de
France Active Métropole**

Mme Oliver BENASSI

Le

**La présidente du
conseil régional d'Île-de-France
ou son représentant**

Mme Valérie PÉCRESSE

Annexe 5 : Règlement d'intervention pour l'aménagement numérique

Règlement d'Intervention – Déploiement des infrastructures numériques pour des territoires franciliens intelligents, durables et de confiance

CONTEXTE DE L'INTERVENTION REGIONALE

Le déploiement des infrastructures numériques et le développement des services et des usages qui en découlent, sont des enjeux importants au cœur des politiques publiques visant à enrayer la fracture sociale et territoriale. Cela constitue également une priorité en termes d'attractivité et de compétitivité des entreprises mais aussi en termes d'efficacité des politiques publiques traversées par ce que l'on nomme désormais la transformation numérique.

Le déploiement du très haut débit a constitué le premier enjeu majeur des politiques d'aménagement numérique pour l'attractivité de l'Île-de-France, le cadre de vie des franciliens, la réduction de la fracture numérique et le rayonnement international de la Région.

La politique régionale en faveur du déploiement des infrastructures numériques a ainsi été définie dans une délibération de 2013 à la suite de l'adoption du Plan France Très Haut Débit, puis a été confirmée dans les schémas régionaux de développement économique (SRDEII) : la Stratégie #Leader 2017-2021. Cette ambition est également inscrite dans la stratégie de la Smart Région de 2018 et plus récemment la Stratégie Impact 2022-2028.

La Région et l'Etat se sont ainsi fixés, avec les collectivités territoriales et les opérateurs, l'objectif de généraliser à tous les Franciliens l'accès au très haut débit par fibre optique jusqu'à l'abonné (Fiber to the Home : FttH) et de faire de l'Île-de-France la première région fibrée d'Europe. Tous ces éléments d'aménagement numérique du territoire francilien ont été intégrés dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

1. OBJECTIF DE L'INTERVENTION REGIONALE

Après le déploiement de la fibre optique, la région Ile de France souhaite poursuivre sa politique d'accompagnement de la transformation numérique des territoires franciliens en s'appuyant sur les infrastructures déployées avec son soutien financier par les syndicats mixtes et les Départements ou d'autres structures de mutualisation.

Les objectifs de déploiement FTTH sur l'ensemble du territoire étant sur le point d'être atteints, l'enjeu est désormais de capitaliser sur les infrastructures départementales en les interconnectant et en développant des nouveaux services numériques pour permettre aux acteurs publics, partout et pour tous sur le territoire francilien, de mettre en œuvre des stratégies de Territoires Intelligents Durables et de Confiance. Il s'agit tout particulièrement d'appuyer les initiatives publiques de mutualisation de déploiement d'infrastructures numériques à l'échelle régionale (interdépartementale) répondant aux impératifs de souveraineté, de sécurité et de sobriété du numérique ainsi que les initiatives publiques d'exploitation des données pour la mise en œuvre des politiques publiques territoriales permettant de répondre aux enjeux du territoire intelligent, durable et de confiance.

Les actions concernées intégrées au CPER 2021-2027 en cohérence avec la SCORAN (Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique) élaborée en 2019 sont au cœur des objectifs de développement durable et d'innovation :

- L'interconnexion des boucles locales optiques dédiées et des réseaux de collecte déployés à l'échelle départementale afin de doter l'Ile de France d'un Réseau d'Initiative Publique d'envergure régionale dont la continuité sera structurante de la Région 3.0 ;
- La création de nouveaux GFU (Groupements fermés d'utilisateurs) afin de permettre d'optimiser sur le long terme les connexions entre les différents bâtiments publics pour réduire les coûts et mutualiser des offres de services spécifiques
- La création d'un Réseau d'Initiative Publique « bas-débit » interdépartemental à vocation francilienne, dédié aux objets connectés (IoT). Accélérateur du développement des usages et des services tels que la gestion intelligente des bâtiments au bénéfice des services publics, cette infrastructure essentielle pour la mise en œuvre de projet de « Territoire Intelligent et Durable » sera dotée d'une haute qualité de services et permettra de le rendre vertueux dans sa dimension sociale (accès pour tous), territoriale (accès partout), écologique (connectivité adaptée à l'usage), souveraine (maîtrise publique de bout en bout) tout en garantissant l'impact environnemental .
- Soutien à la mise en colocalisation des infrastructures IT ou à l'hébergement mutualisé des services numériques des acteurs publics (établissements d'enseignement supérieur et de recherche et leur structure de mutualisation, collectivités franciliennes et leur groupement, ...) managés au sein du datacenter public communautaire régional francilien (Lognes) afin de favoriser la sécurisation, la modernisation et la rationalisation de leurs systèmes d'information, dans une démarche de rationalisation et de mutualisation

2. BASE REGLEMENTAIRE

L'intervention de la Région se fera dans le respect des articles 107,108 et 109 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relatifs aux aides d'Etat et des textes dérivés relatifs dès lors que l'aide accordée est qualifiée d'aide d'Etat.

Le cas échéant une analyse pourra notamment être faite sur la compatibilité de l'aide régionale dans le cadre de la gestion d'un service d'intérêt économique général (SIEG).

Le dispositif pourra aussi notamment être pris en application des régimes suivants :

Régime d'aide exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.

Régime d'aides exempté n° SA.58980, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26

juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.

Régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.58995, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne le 26 juin 2014, tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.

Régime cadre exempté n° SA.103603, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2022-2027, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021

Régime exempté n° SA.108574 relatif aux aides en faveur des réseaux fixes à haut débit dans la continuité du Plan France Très Haut Débit, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements (UE) de la Commission n° 2017/1084 du 14 juin 2017, n° 2020/972 du 2 juillet 2020, n° 2021/1237 du 23 juillet 2021 et n° 2023/1315 du 23 juin 2023

3. STRUCTURES ELIGIBLES

Sont éligibles :

- **Au titre de l'interconnexion des boucles locales optiques dédiées et des réseaux de collecte déployées dans le cadre d'initiatives publiques ou de la mise en œuvre de Groupes Fermés d'Utilisateurs** : les Syndicats mixtes ou les départements porteurs des initiatives publiques de déploiement de la fibre optique conformément à leur SDTAN;
- **Au titre du déploiement du réseau d'initiative publique bas-débit**: les Syndicats mixtes ouverts départementaux ou les départements dès lors qu'ils s'inscrivent dans une démarche commune de mutualisation à l'échelle francilienne

Ce principe pourra toutefois faire l'objet d'exception pour des projets stratégiques de groupements comprenant plusieurs départements ou syndicats mixtes franciliens (structure interdépartementale), sous réserve d'adéquation du projet avec le ou les SDTAN du ou des départements concernés et la SCORAN 2.0.
- **Au titre du soutien à la mutualisation des systèmes d'information des acteurs publics au sein du Datacenter Public Communautaire Régional Francilien** : les collectivités territoriales franciliennes et leur groupement (EPCI, ...), syndicats mixtes ouverts, ou structure de mutualisation (syndicat informatique, GIPC...), les établissements d'enseignement supérieur et de recherche à but non lucratif localisés

en Ile-de-France et leur groupement ou structure de mutualisation (UNIF, AMUE, RENATER,...).

4. PROJETS ELIGIBLES

D'une part, sont éligibles à une subvention au titre des réseaux d'initiatives publiques,

- ***Les interconnexions entre deux boucles locales optiques dédiées (BLOD) ou deux réseaux de collecte situées sur le territoires franciliens et déployées dans le cadre d'une initiative publique cofinancée par la Région Ile de France : sont ainsi concernés les réseaux déployés sous maîtrise d'ouvrage des Syndicat mixtes départementaux ou des Département et les Réseaux Académiques***
- ***L'interconnexion des boucle locales optiques dédiées ou des réseaux de collecte d'initiative publique avec le datacenter public communautaire régional francilien***
- ***L'interconnexion d'un réseau d'initiative publique de type BLOD avec des réseaux optique d'envergure régionale portés par les opérateurs de mobilités ou d'énergie (RATP, SNCF, RTE...)***
- ***La mise en place de Groupes Fermés d'Utilisateurs, s'appuyant sur les boucles locales optiques dédiées d'initiative publique quand cela est possible, dédiés aux acteurs publics et collectivités territoriales à des fins de mutualisation et de rationalisation des systèmes d'information et de desserte thd des sites publics ;***

D'autre part, sont éligibles à une subvention au titre des projets de Territoires Intelligents Durables et de Confiance :

- **Les projets de mutualisation des systèmes d'information** (hébergement sec ou de services managés) des acteurs publics, principalement des Etablissements ESRI et les collectivités territoriales, au sein du Datacenter Public Communautaire Régional Francilien visant à réduire l'empreinte carbone et améliorer la résilience des Systèmes d'Information par rapport à l'auto-hébergement en salle blanche locale
- **Le déploiement de réseau d'initiative publique bas-débit sous protocole LoRa**, sous maîtrise d'ouvrage départementale ou interdépartementale) avec une coordination régionale, dès lors que ce déploiement s'inscrit dans un cadre garantissant la mutualisation, l'agnosticité, l'ouverture et la souveraineté du cœur de réseau (LNS) et des données associées ainsi que la complétude de la couverture outdoor (antennes...) à l'échelle minimale départementale et la connectivité indoor/deepindoor (capteurs...) de l'ensemble des bâtiments publics régionaux, départementaux et communaux.

Ces projets peuvent comporter plusieurs phases nécessaires à la construction du réseau (RIP IoT, Interconnexion des RIP) ou à la migration du système d'information d'un ou plusieurs établissements ESRI ou collectivités territoriales. Ils peuvent être portés par une structure de mutualisation réunissant au moins trois structures « élémentaires » éligibles.

5. DEPENSES ELIGIBLES

Sont éligibles les dépenses d'investissement concernant notamment :

- Les études stratégiques amont, études préalables
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage / d'œuvre,
- les travaux de génie civil, de câblage ou d'urbanisation informatique, y compris la construction ou la modernisation de locaux ou d'équipements techniques, de points hauts, de chambres télécoms, d'armoires techniques, d'atelier d'énergie ainsi que les services associés : planification réseau, installation, intégration.....,
- les équipements réseaux et serveurs et les prestations d'installation associées : équipements télécoms, serveurs informatiques, brasseurs, antennes, management de réseaux, baies,
- les licences des logiciels nécessaires au fonctionnement des réseaux et des serveurs (sont exclus les licences métiers ou bureautique) incluant les outils de virtualisation et d'orchestration ;
- les câbles optiques et leur déploiement incluant les chambres de tirages
- les droits d'usages irrévocables (IRU) sur des fibres noires ou des baies d'hébergement au sein du datacenter public communautaire ou des NRO, (sont exclus les locations)
- les antennes Lora pour les réseaux bas-débit et leur installation
- les licences de l'outil de supervision du cœur de réseau Lora (LNS)
- autres serveurs et routeurs nécessaires au transport des flux IP et l'hébergement on premise du cœur de réseau Lo@a (LNS) ;
- travaux de câblage et d'alimentation électrique des équipements incluant la mise en place de panneaux solaires sur des sites isolés ;

L'utilisation d'infrastructures existantes (fourreaux, IRU, fibres optiques, supports physique type mats, pylones, points hauts, ...) est privilégiée.

6. EXAMEN DE LA DEMANDE DE SOUTIEN ET MODALITÉS DE SUIVI

Examen de la demande de soutien :

Dans le cas d'un projet porté, par les Départements et les syndicats mixtes, l'intervention régionale est conditionnée par les éléments d'appréciation sectoriels suivants :

- conformité du projet avec le SDTAN ou, si elle existe, la feuille de route stratégique « Territoire Intelligent et Durable » du territoire concerné et compatibilité avec la SCORAN (Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique),

- implication de la Région dans le projet depuis les phases les plus amont d'analyse stratégique (étude diagnostic, schéma directeur...), de définition des scénarii, jusqu'aux phases les plus opérationnelles (définition des cahiers des charges, négociations contractuelles, suivi opérationnel...) dans un esprit de copilotage stratégique.
- garantir la complétude du réseau IoT à l'échelle du périmètre du projet à maille minimale départementale et la connectivité indoor des sites d'importance régionale tels que : lycées, centre de formation des apprentis, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, établissements d'enseignement secondaire et primaire, sites administratifs, établissement de santé et, plus généralement, les bâtiments publics
- respect du cadre réglementaire et juridique d'intervention des collectivités, notamment en ce qui concerne la cohérence des initiatives publiques dans un souci de non-duplication des infrastructures
- adhésion de la collectivité aux instances régionales de concertation et de structuration des réseaux d'initiatives publiques en Ile-de-France incluant les structures de mutualisation d'envergure régionale
- inscription du projet de déploiement dans un cadre de mutualisation à l'échelle régionale qui peut être formalisé dans un consortium public de coordination / mutualisation ou par un portage d'un projet conjoint à plusieurs structures éligibles (trois au minimum) et déclinée sur leur périmètre d'action par chacune d'elles ;

Dans le cadre du projet de mutualisation des systèmes d'information par une colocalisation au sein du datacenter public communautaire régional, la Région identifie et sélectionne les projets sur la base des critères suivants :

- adéquation entre la rationalité économique et l'importance stratégique de l'opération,
- périmètre, pérennité du porteur en cas de groupement
- pré-validation technique du projet par une structure de mutualisation communautaire (UNIF, AMUE, RENATER, GIPC, ...),
- inscription du projet dans les objectifs de l'action (souveraineté, sobriété, résilience...) : la capacité à réduire l'empreinte carbone et assurer une plus grande sobriété (par exemple la consommation énergétique ou la volumétrie pour un service équivalent en local) et à augmenter la résilience / sécurité du SI par rapport à la solution préexistante en auto-hébergement devra être documenté et validé par le GIPC, structure de portage régionale du datacenter public communautaire francilien

7. MODALITÉ DE L'AIDE

La Région intervient à hauteur de 50% maximum du montant des dépenses d'investissement éligibles pour les projets de mutualisation portés par un ou plusieurs établissement(s) ESRI

ou de 50 % du financement de la part publique des investissements, dans le cadre de réseaux d'initiative publique départementaux ou supra départementaux (RIP IoT, interconnexion des RIP BLOD, GFU), en accompagnement de la collectivité publique porteuse du projet ou leurs structures affiliées. En cas de déploiement d'antenne LoRa pour le compte de la Région Ile de France pour ses besoins propres sur ses sites, le taux d'intervention de la Région Ile de France pourrait aller jusqu'à 80 % des couts d'investissements pour les équipements concernés.

Conformément à l'article L 1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maître d'ouvrage devra supporter au minimum 20% du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

8. CLAUSE ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Annexe 6 : Avenant convention EX053084

AVENANT N° 1 À LA CONVENTION N°EX053084

AVENANT DE TRANSFERT

Objet de la convention : Soutien d'un tiers-lieu à St-Cyr-sur-Morin (AAP « aide à la création de tiers-lieux »)

La Région Ile-de-France,

Sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° CP 2019-439 du 17 octobre 2019,

Désignée ci-après par « la Région »,

d'une part,

La Communauté de Communes des 2 Morin

Groupement de collectivités

N° SIRET : 200 072 544 000 55

Code APE : 84.11Z

Sise au 1 rue Robert Legraverend – 77320 LA FERTE GAUCHER

Représentée par Madame Sandrine POMMIER, agissant en qualité de Responsable Financière

Désigné(e) ci-après par « la CC2M »

Et

La commune de Saint-Cyr-Sur-Morin

Collectivité territoriale

N° SIRET : 217 704 055 000 11

Code APE : 84.11Z

Sise à Avenue Daniel Simon (Mairie) – 77750 SAINT-CYR-SUR-MORIN

Représentée par Madame Edith THEODOSE-POMA, agissant en qualité de Maire

Désigné ci-après par « la commune de Saint-Cyr-Sur-Morin »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération CP n° CP 2020-487 du 18 novembre 2020, la Région a accordé à la Communauté de Commune des 2 Morin (CC2M) une subvention de 101 818€ (convention n°EX053084) pour un projet de tiers-lieu à Saint-Cyr-Sur-Morin. Pour rappel le projet était à destination des petites entreprises, des créateurs d'activité et des télétravailleurs. Le but était également de réintroduire des services élémentaires dans des zones en déprise économique (santé, numérique, culture ...).

Pour des raisons de soutenabilité économique la CC2M a décidé de renoncer à la réalisation du projet.

Par courrier en date du 15/07/2023 la maire de la commune de Saint-Cyr-Sur-Morin a notifié à la Région son souhait de reprendre le projet à son compte.

Dans la mesure où les travaux liés au projet demeurent inchangés, il est proposé de signer un avenant pour acter du transfert des obligations et de la totalité de la subvention, soit 101 818 € à la commune de Saint-Cyr-sur-Morin.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

La convention n°EX053084 conclue entre la Région Ile-de-France et la Communauté de Commune des 2 Morin est transférée à la commune de Saint-Cyr-Sur-Morin à compter de la signature du présent avenant.

ARTICLE 2 : La Communauté de Communes des 2 Morin n'ayant procédé à aucun appel de fonds, le montant maximum de subvention à verser s'élève à 101 818 €.

ARTICLE 3 : Le cessionnaire s'engage à reprendre et respecter l'ensemble des droits et obligations du bénéficiaire à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention n°EX053084.

ARTICLE 4 : Le présent avenant de transfert et son annexe ci-joint subissent toutes les clauses non modifiées par les articles précédents applicables de la convention d'origine à laquelle ils se rattachent directement et deviennent pièces contractuelles.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en trois exemplaires, le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	Le représentant légal de la commune de Saint-Cyr-Sur-Morin
--	---

Le représentant légal de la Communauté de Communes des 2 Morin	

Commission permanente du 18 novembre 2020 - CP2020-487

Modifié par Commission permanente du 21 septembre 2023 - CP2023-325

DOSSIER N° EX053084 - Appel à projet aide à la création de tiers-lieux - SAINT-CYR-SUR-MORIN

Dispositif : Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs (n° 00000962)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 905-53-204141-154001-1700

Action : 15400102- Espaces de travail collaboratifs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Tiers-Lieux – Espaces de travail collaboratifs	254 543,00 € HT	40,00 %	101 818,00 €
Montant total de la subvention			101 818,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT CYR SUR MORIN
Adresse administrative : AVENUE DANIEL SIMON
77750 SAINT CYR SUR MORIN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame EDITH THEODOSE POMA, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Ce projet de tiers-lieux en réseau est à destination des petites entreprises, des créateurs d'activité et des télétravailleurs et a également une vocation plus large au niveau local pour proposer des services (accès à la santé, à l'université, à la culture et à l'inclusion numérique). Il va conforter l'économie locale et ainsi créer des dynamiques endogènes d'animation et de valorisation des ressources. Il en est même des étudiants qui pourront se former près de chez eux et disposer d'un lieu d'accueil où ils pourront se retrouver. Les services seront assurés par les partenaires/prestataires. Une partie sera portée par le tissu associatif et économique local.

Le tiers lieu de la commune de Saint-Cyr-sur-Morin, sera situé en plein centre-ville. Il sera inclus dans une grande maison sur trois niveaux, dont le rez-de-chaussée est d'ores et déjà complètement rénové pour accueillir la médiathèque. Il s'inscrit dans un pôle serviciel, la maison mitoyenne ayant été rénovée pour accueillir un point relais de l'office de tourisme ainsi que les services de la Poste. Il y a donc déjà une animation sur site. Le projet propose d'accueillir une salle de réunion polyvalente et 3 à 4 bureaux au premier et 5 bureaux et une

salle de réunion au deuxième étage.

Le bénéficiaire s'est engagé pour 3 stagiaires pour l'ensemble de son réseau de tiers-lieux.

Détail du calcul de la subvention :

Une subvention régionale de 101 818 € est proposée. Sur une base éligible de 254 543 €, le taux d'intervention régional s'établit à 40 %.

Localisation géographique :

📍 SAINT-CYR-SUR-MORIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux aménagement intérieur	183 518,00	63,91%	Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	101 818,00	35,46%
Mobilier et équipements	71 025,00	24,73%	Fonds propres	70 475,00	24,54%
Autres dépenses non éligibles	32 612,00	11,36%	Subvention Etat (sollicitée)	114 862,00	40,00%
Total	287 155,00	100,00%	Total	287 155,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis SIEG 360/2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020, relatif à : Aides de minimis SIEG